Réactions

1- Des États

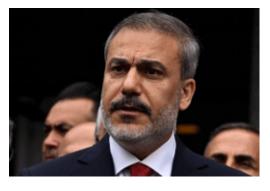
Turquie



« À l'heure où les conflits et les crises internationales s'intensifient, cette étape représente une avancée majeure pour garantir la paix et la stabilité régionales. Nous apprécions la contribution de l'administration américaine à ce processus.

Une opportunité historique s'est présentée pour la paix et la prospérité dans le Caucase du Sud.

En tant que Turquie, nous continuerons à soutenir les efforts visant à concrétiser cette opportunité et à soutenir les efforts dévoués de notre cher Azerbaïdjan », a déclaré le **ministère turc des Affaires étrangères**



De son côté, le ministre turc des Affaires étrangères, **Hakan Fidan**, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue égyptien., a déclaré :

« Hier soir, après la signature de l'accord, j'ai eu une longue conversation avec mon estimé collègue, M. Jeyhun Bayramov. Nous

avions déjà reçu des informations sur les accords signés, mais je souhaitais vérifier si tout était conforme à ce qui nous avait été dit ou s'il y avait des détails supplémentaires; nous en avons discuté attentivement. Nous avons également abordé les questions liées au corridor.

Si ce corridor, que nous planifions conjointement, est mis en œuvre, il deviendra un élément important d'un axe de transport reliant sans interruption l'Europe aux confins de l'Asie. Le corridor de Zanguézour constituera un lien essentiel reliant la Turquie au monde turc par le Caucase et la mer Caspienne, et reliant également le monde turc à l'Europe par la Turquie, et au-delà, jusqu'aux confins de l'Asie. Ce sera un axe multifonctionnel. Je considère cet accord (de Washington) comme une avancée majeure et positive, et j'espère que le corridor sera mis en œuvre prochainement. »



() Nigol Pachinian a eu une conversation téléphonique avec le président Recep Tayyip Erdoğan, et lui a présenté les résultats des négociations tenues le 8 août 2025.

Il a indiqué que l'établissement de la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan crée une

opportunité d'établir une nouvelle qualité de coopération régionale.

Les questions figurant à l'agenda bilatéral entre l'Arménie et la Turquie ont par ailleurs été abordées, en particulier la mise en œuvre des accords conclus précédemment.

Les interlocuteurs ont convenu de poursuivre un dialogue politique actif.

À ce jour, aucune date n'est prévue pour l'ouverture de la frontière Arménie-Turquie.





Le conseiller du Guide suprême iranien pour les affaires internationales et ancien ministre iranien des Affaires étrangères, **Ali Akbar Velayati**, répondant à une question sur une récente déclaration du président américain Donald Trump concernant le corridor « Zanguézour » et son affirmation selon laquelle ce passage serait loué pour 99 ans, a déclaré :

« Le Caucase du Sud est-il une sorte de no man's land que Trump peut louer? Le Caucase est l'une des zones géographiques les plus sensibles au monde, et ce corridor ne deviendra pas le « corridor de Trump », mais se transformera en une tombe pour ses mercenaires.

L'Iran s'est toujours opposé à la création du soi-disant corridor de Zanguézour, car il modifierait la situation géopolitique de la région, déplacerait les frontières et viserait à diviser l'Arménie.

Lorsque la Turquie et l'Azerbaïdjan ont insisté pour créer ce corridor, les forces armées iraniennes sous le commandement du général Bagheri ont mené des exercices dans le nord-ouest du pays, démontrant leur volonté et leur détermination à empêcher le projet.

L'idée de louer le corridor à un autre État est « naïve ». C'est comme la volonté de louer le canal du Panama : « c'est impossible et cela n'arrivera pas ». Trump dit toujours beaucoup de mots forts, mais vides, et se considère comme un agent immobilier qui veut louer des terres et des territoires.

L'Iran, avec ou sans la Russie, contrera toute menace à la sécurité du Caucase du Sud. Rappelons la ferme opposition du peuple arménien à ce projet, avec le soutien du Premier ministre arménien Pachinian, qui, lors d'une visite en Iran, a exprimé sa solidarité avec la position de Téhéran et s'est prononcé contre la construction du corridor.

La mise en œuvre de ce plan menacera la sécurité régionale et fera de la route passant par la Turquie la seule connexion avec le nord et le nord-ouest de l'Iran. L'Iran s'opposera catégoriquement au déploiement de l'OTAN à ses frontières nord.

Pour relier le Nakhitchevan à l'Azerbaïdjan, un corridor séparé n'est pas nécessaire - le territoire iranien peut être utilisé à cette fin. »

Union européenne



« Les accords conclus aujourd'hui entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan par le Premier ministre Pachinian et le président Aliev, en présence du président Trump à la Maison Blanche, marquent une avancée significative pour mettre fin à des décennies de conflit.

Nous félicitons vivement les deux parties et l'administration américaine d'avoir profité de cette dynamique et d'avoir permis des progrès. Il sera désormais important de garantir la mise en œuvre rapide des mesures convenues, notamment la signature et la ratification du traité de paix.

Suite à la finalisation des négociations bilatérales entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur le texte de l'accord de paix en mars dernier, cela représente une étape importante et décisive vers une normalisation complète des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, fondée sur la reconnaissance mutuelle de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières de chacun, conformément à la Déclaration d'Alma-Ata de 1991. Une fois mises en œuvre, les mesures convenues aujourd'hui doivent avoir un impact positif sur le développement pacifique global de la région et contribuer à rapprocher les sociétés divisées par l'héritage des conflits d'une paix durable et d'une prospérité partagée.

L'UE soutient pleinement le processus de normalisation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et travaille depuis des années avec les deux parties et nos partenaires internationaux pour créer les conditions d'une paix durable. Nous restons prêts à œuvrer avec nos partenaires en vue d'une normalisation complète, en leur apportant un soutien et une expertise supplémentaires,

notamment pour la mise en œuvre concrète des prochaines étapes », a déclaré la Haute Représentante de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune, Kaja Kallas, dans un communiqué au nom de l'Union européenne.

e France



« Les résultats obtenus grâce à l'engagement des États-Unis marquent une avancée décisive. La signature et la ratification, dans les meilleurs délais, d'un traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan parachèveront ce processus. À cet égard, la France soutient l'appel conjoint des parties à engager la dissolution des structures

du Groupe de Minsk de l'OSCE.

La normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le développement de la connectivité régionale et la réouverture des frontières — dans le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des États, ainsi que des principes établis par la Déclaration d'Alma-Ata de 1991 — doivent permettre au Caucase du Sud de devenir une zone de paix et de prospérité au profit des populations de la région.

Avec ses partenaires européens, la France continuera de contribuer activement à cet objectif, notamment dans le cadre de la Communauté politique européenne », a déclaré **le ministère français des Affaires étrangères** dans un communiqué.

() Le président **Emmanuel Macron** a réitéré le soutien indéfectible de la France à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Arménie.



Dans une déclaration publiée après son entretien avec le Premier ministre Nigol Pachinian le 8 août, Macron a salué les progrès réalisés lors des négociations à Washington, saluant l'engagement des États-Unis à faciliter l'accord. Il a exprimé l'espoir que cet accord ouvrira rapidement la voie à la signature et à la ratification d'un traité de paix préservant les intérêts des deux nations.

« J'ai réaffirmé dans ce contexte mon plein soutien au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Arménie. La France est engagée en faveur de la paix et de la prospérité dans le Caucase du Sud.

La France maintient sa volonté de contribuer aux efforts de paix en cours, notamment en renforçant les interconnexions régionales en coopération avec tous les acteurs et partenaires régionaux. »

Pachinian a informé Macron des résultats des négociations tenues le 8 août 2025. Il a souligné que la paix établie ouvre de nouvelles opportunités d'investissement en Arménie et dans la région.

Les interlocuteurs ont exprimé leur volonté de poursuivre un dialogue politique actif sur les agendas bilatéraux et internationaux. Le Premier ministre a remercié le Président Macron pour son soutien constant. Les deux dirigeants ont convenu de continuer à approfondir les relations bilatérales dans tous les domaines, en s'appuyant sur la visite de Pachinian à Paris le 14 juillet dernier.

Russie



« Il convient de rappeler que l'étape actuelle de normalisation des relations arméno-azerbaïdjanaises a débuté avec l'aide directe et le rôle central de la Russie, à travers l'adoption de la déclaration trilatérale de haut niveau du 9 novembre 2020 sur la cessation des hostilités et de toutes les actions militaires dans la zone de conflit du Haut-Karabakh. Un contingent russe de maintien de la paix a été déployé

dans la région, apportant une contribution inestimable à la stabilisation de la situation. Nous nous souviendrons toujours de nos soldats de la paix morts dans l'exercice de leurs fonctions.

La réconciliation entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie doit s'inscrire dans le contexte régional et reposer sur un équilibre des intérêts. La rencontre entre les dirigeants arménien et azerbaïdjanais à Washington, sous la médiation des États-Unis, mérite une évaluation positive. Toutefois, l'implication d'acteurs non régionaux dans la recherche de solutions dans le Caucase du Sud ne doit pas créer de nouvelles lignes de fracture.

La Russie analysera également les déclarations de Washington sur le déblocage des communications régionales dans le Caucase du Sud. Les accords trilatéraux impliquant la Russie restent pertinents dans ce domaine, » a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova

() **Vladimir Poutine** s'est entretenu par téléphone avec Nigol Pachinian lundi, à l'initiative de ce dernier. Pachinian a informé en détail Poutine des résultats de sa rencontre du 8 août.



Poutine a souligné l'importance des mesures visant à assurer une paix durable entre Erevan et Bakou et a confirmé la volonté de Moscou de contribuer à ce processus. Selon le Kremlin, cet engagement s'inscrit « dans le droit fil des accords trilatéraux bien connus conclus au plus haut niveau entre

2020 et 2022 » et porte sur « la normalisation globale des relations arméno-azerbaïdjanaises, y compris le déblocage des transports dans la région ».

Le président russe l'a par ailleurs informé de ses récents entretiens avec l'envoyé spécial du président américain Stephen Witkoff et des préparatifs d'une prochaine réunion avec le président Trump en Alaska.

Pachinian a salué les mesures visant à un règlement pacifique de la crise ukrainienne. Les dirigeants ont également discuté du renforcement des liens commerciaux et d'investissement, ainsi que de la coopération au sein de l'Union économique eurasiatique (UEE).

() « En ce qui concerne la "route Trump", le ministère russe des Affaires étrangères examinera les détails du projet, qui, soit dit en passant, n'ont pas encore été rendus publics. Et, comme nous l'avons déjà souligné, l'implication de puissances extrarégionales dans le Caucase du Sud devrait favoriser la paix plutôt que de créer de nouveaux problèmes et de nouvelles lignes de fracture.



Nous avons aussi souligné la nécessité de prendre en compte des facteurs tels que l'appartenance de l'Arménie à l'UEE et la présence de gardes-frontières russes dans la région de Syunik. Ces éléments doivent être pris en compte lors des décisions relatives au déblocage des transports dans la

région », a déclaré aujourd'hui **Alexeï Fadeïev**, directeur adjoint du département de l'information et de la presse du **ministère russe des Affaires étrangères**, lors d'un point de presse.





Le **Secrétaire général** salue la déclaration conjointe globale signée vendredi par le Président azerbaïdjanais Ilham Aliev et le Premier ministre arménien Nigol Pachinian, ainsi que par le Président américain Donald Trump, qui marque une étape importante dans la

normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Il salue l'engagement du Président Aliev et du Premier ministre Pachinian en faveur d'un dialogue soutenu et du renforcement de la confiance, et salue les efforts du Président Trump pour faciliter les progrès sur cette question. Le Secrétaire général réaffirme le ferme soutien des Nations Unies à tous les efforts visant à instaurer une paix durable dans le Caucase du Sud.

2 - Autres

Ara Abrahamian



Le chef de l'Union des Arméniens de Russie, a déclaré à RIA Novosti :

« Le Premier ministre arménien Nigol Pachinian met le pays dans une dépendance vassale envers la Turquie et l'Azerbaïdjan, à un moment où les appétits de Bakou ne cessent de croître.

Même la pire des paix vaut mieux que la guerre, la signature secrète d'un autre document suscite de

vives inquiétudes. Qu'apportera cette paix à l'Arménie? Les troupes azerbaïdjanaises se retireront-elles des territoires arméniens occupés? Les prisonniers arméniens, y compris les dirigeants de l'Artsakh, seront-ils libérés? Des dizaines de milliers de familles déplacées de l'Artsakh trouveront-elles refuge? Il est désormais clair que, dans le contexte de la faiblesse de Pachinian, les appétits, la rhétorique anti-arménienne et les exigences d'Aliev augmentent de jour en jour.

La présence d'Aliev et de Pachinian à la Maison-Blanche s'inscrit dans une série de bouleversements géopolitiques, tectoniques et de redéfinition des sphères d'influence dans la région. Pachinian lui-même avait admis qu'il aurait pu mettre fin à la guerre en octobre 2020, créant ainsi les conditions de la paix, mais qu'il ne l'avait pas fait, conduisant au contraire des milliers de jeunes Arméniens à

une mort certaine. J'aimerais me tromper, mais il semble que Pachinian soit personnellement impliqué et, pire encore, qu'il entraîne l'Arménie et les Arméniens dans une dépendance vassale envers la Turquie et l'Azerbaïdjan.

L'implication des États-Unis dans les questions arméniennes n'est pas nouvelle. Il y a 105 ans, le président américain Woodrow Wilson avait joué le rôle d'arbitre entre l'Arménie et la Turquie, garantissant même à l'Arménie l'accès à la mer Noire via Batoumi. Où est ce mandat aujourd'hui, signé par toutes les parties? Demandez-le à Atatürk et au Parlement turc. Je ne voudrais pas que l'Arménie de Trump subisse le même sort que l'Arménie de Woodrow Wilson. »

CAxios

Le site Web d'information écrit que le président Donald Trump a décrit le rassemblement d'aujourd'hui comme un « sommet de paix historique », se présentant comme le principal artisan de la paix au monde.



« L'accord prévu, négocié par les États-Unis, vise à garantir la paix, mais comprend également un volet économique majeur : l'Arménie a accepté de laisser un corridor de 43,5 kilomètres traverser son territoire, qui sera développé par les États-Unis

et baptisé « Route internationale Trump pour la paix et la prospérité ». Cet itinéraire va relier la majeure partie de l'Azerbaïdjan à une petite enclave azerbaïdjanaise près de la frontière turque.

Le corridor permettra la circulation des personnes et des marchandises entre la Turquie et l'Azerbaïdjan, et au-delà vers l'Asie centrale, sans passer par l'Iran ou la Russie, ce qui est aujourd'hui impossible en raison de la fermeture de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. L'Iran est fermement opposé au projet, la Russie l'a pareillement critiqué, tandis que la Turquie le soutient.

Le déblocage de cette route rapportera aux Américains des milliards de dollars par an grâce à de nouveaux échanges commerciaux, tandis que la Russie, l'Iran et la Chine vont perdre leur influence dans une région qu'ils considèrent depuis longtemps comme leur sphère de contrôle. L'Arménie a abandonné son opposition de longue date au corridor, lors des négociations avec les États-Unis.

L'implication du gouvernement de Trump a débuté en mars, lorsque l'envoyé spécial de la Maison Blanche, Steve Witkoff, s'est rendu sans préavis de Moscou à Bakou à la demande du gouvernement qatari, ce qui l'a incité à tenter de négocier un accord. À la suite de ce voyage, Witkoff a chargé Aryeh Lightstone, ancien conseiller principal de l'ambassadeur des États-Unis en Israël, David Friedman, et proche de Jared Kushner, de diriger l'effort diplomatique. Lightstone s'est rendu à cinq reprises dans la région pour des négociations.

Le gouvernement de Trump a présenté cette idée au Premier ministre Nigol Pachinian comme un moyen de se faire un ami à Washington et de constituer un solide rempart contre toute future incursion azerbaïdjanaise. »

😕 Edouard Sharmazanov

Le membre éminent de l'organe exécutif du Parti républicain d'Arménie, a écrit sur Facebook :



« Monsieur le Président Trump, en Arménie, seul le partisan de la capitulation et celui qui a cédé l'Artsakh peut qualifier l'Azerbaïdjan d'ami. Après l'occupation et le dépeuplement de l'Artsakh, seul un incompétent politique peut proclamer l'Azerbaïdjan "ami".

Monsieur le Président Trump, ceux qui ont mené le nettoyage ethnique en Artsakh ne peuvent pas être

déclarés amis du peuple arménien et de l'Arménie.

Que l'Azerbaïdjan se réjouisse, c'est compréhensible : il a obtenu ce qu'il veut sans aucune obligation.

Mais vous, partisans de Nigol et « occidentalistes », pourquoi êtes-vous si heureux? Est-ce parce que vous avez trahi Yérablur, ou parce que vous enterrez la Troisième République et transformez l'Arménie en un corridor pour d'autres?

😠 Angela Elibegova

L'analyste politique arménienne et experte des affaires azerbaïdjanaises, a déclaré :



- « L'Azerbaïdjan a bénéficié d'un transit sans entrave à travers le territoire arménien; l'Arménie n'a rien reçu en retour à travers le territoire azerbaïdjanais.
- L'Azerbaïdjan a obtenu la levée des restrictions américaines sur l'aide militaire ;

l'Arménie n'a reçu aucune garantie sur le retour des captifs.

- L'Azerbaïdjan a obtenu la dissolution du Groupe de Minsk; l'Arménie n'a reçu aucune garantie quant au retour des Arméniens déplacés du Karabakh dans leurs foyers.
- L'Azerbaïdjan a obtenu ce qu'il voulait, l'Arménie a obtenu un autre bout de papier, que Bakou n'aura même pas besoin de violer, comme le document du 9 novembre, car il n'y a aucune disposition pro-arménienne à violer.

Les toasts émouvants du parti au pouvoir, le Contrat civil, sur le thème « nous vaincrons », s'appliquent précisément à de telles situations. « Le moment le plus effrayant, c'est quand tout le monde se met à parler de paix à l'unisson; c'est là qu'on sait que nous sommes en difficulté. »